

Joaquín Maurín, Andreu Nin

Ce qu'est le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste et ce qu'il veut

Février 1936

Source : Fondation Andreu Nin. Traduit de l'espagnol par nos soins.

Le mouvement révolutionnaire d'octobre 1934, événement le plus important de l'histoire du prolétariat de notre pays, a mis en relief le manque d'un grand parti socialiste révolutionnaire.

L'histoire de toutes les révolutions, qu'elles aient triomphé ou échoué, démontre (de façon irréfutable) que sans un fort parti révolutionnaire qui soit réellement l'axe, le moteur et le cerveau des grandes masses en action, la victoire révolutionnaire n'est pas possible.

Pour que triomphe la révolution bourgeoise en Angleterre et en France - les deux grandes révolutions bourgeoises classiques - il y a fallu un parti révolutionnaire de la bourgeoisie : l' "indépendant" de Cromwell dans la première, et le jacobin de Robespierre et de Saint-Just dans la deuxième. Pour que s'impose la révolution d'Octobre en Russie, Lénine a dû forger auparavant un parti, le parti bolchevique.

Sans parti révolutionnaire de la classe laborieuse, la victoire de la révolution socialiste n'est pas possible.

L'échec de l'insurrection d'octobre dans notre pays a d'abord été due à l'absence de ce parti.

Cette constatation était la première qu'a dû faire tout marxiste tirant les conclusions historiques du mouvement révolutionnaire d'octobre.

Deux organisations communistes qui restaient jusqu'alors éloignées sont arrivées à cette même conclusion : le Bloc Ouvrier et Paysan [BOC] et la Gauche Communiste. Leurs appréciations et examen critique des faits et des perspectives générales coïncidant, il était naturel qu'elles fusionnent, démontrant dans la pratique que la théorie du parti unique n'était pas un simple mot d'ordre, mais constitue réellement, tant pour le BOC que pour la Gauche Communiste, la motivation majeure de leur conduite actuelle.

Le Congrès d'unité, tenu à Barcelone le 29 septembre 1935 - juste un an après le soulèvement d'octobre -, a concrétisé cette convergence d'analyse. Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (Bloc Ouvrier et Paysan et Gauche Communiste unifiés) s'est formé par fusion de deux organisations marxistes révolutionnaires, en ayant pour but essentiel de toute son activité l'unité révolutionnaire de la classe laborieuse, préalable indispensable au triomphe de la révolution démocratico-socialiste dans notre pays.

I. Comment le P.O.U.M. voit la situation politique actuelle et comment il se situe face à elle

La phase actuelle de la révolution en cours en Espagne est un moment de transition entre la contre-révolution fasciste et la révolution démocratico-socialiste.

Cette situation se prolonge depuis 1931 et peut encore continuer un certain temps avec des variations, soit vers la gauche, soit vers la droite. Mais, inexorablement, le dénouement final sera : le socialisme ou le fascisme. Ou bien l'exemple de la révolution russe d'Octobre, ou bien celui de l'Italie et de l'Allemagne. Ou bien triompheront les forces contre-révolutionnaires de la grande bourgeoisie et des résidus féodaux, en imposant la plus implacable et effrénée dictature de type fasciste - et ceci signifierait la disparition organique du mouvement ouvrier pendant toute une période -, ou bien ce sera la classe laborieuse qui obtiendra la victoire, en instaurant la dictature du prolétariat qui mènera à bien la révolution démocratique tronquée entre les mains de la petite bourgeoisie, pour passer sans discontinuité à la révolution socialiste.

La révolution dans notre pays n'est pas de caractère simplement démocratique, elle est de caractère démocratico-socialiste.

Ce n'est *que* si la classe ouvrière prend le pouvoir qu'on mènera à terme la révolution démocratique intimement liée, en cette période historique, à la révolution socialiste.

La bourgeoisie a perdu toute capacité révolutionnaire. Elle ne peut pas se maintenir sur les bases de la démocratie. Elle évolue plus ou moins rapidement, selon les circonstances, vers une situation fasciste, puisque le fascisme est la manifestation politique de la décadence de la bourgeoisie.

La classe laborieuse est seule à pouvoir garantir une véritable démocratie. C'est par une défense imperturbable des revendications démocratiques - revendications que la bourgeoisie craint (quand elle est de gauche) et détruit (quand elle est de droite)-, que la classe des travailleurs arrivera au seuil de la révolution socialiste.

Le prolétariat doit devenir le véritable héraut des conquêtes démocratiques. Il se doit d'être le grand libérateur qui apporte la solution attendue aux problèmes de la révolution démocratique : terre, nationalités, structuration de l'État, libération de la femme, destruction du pouvoir de l'Église, anéantissement des castes parasites, amélioration matérielle et morale de la situation des travailleurs.

La dictature du prolétariat, transitoire, parce qu'elle n'existera que jusqu'à ce qu'on ait effacé les différences de classes et les classes elles-mêmes, ne détruira donc pas la démocratie, mais, au contraire, la renforcera en faisant vivre la vraie démocratie : la démocratie ouvrière.

Le prolétariat prendra le pouvoir quand les intérêts de l'immense majorité de la population et ceux de la classe ouvrière convergeront et qu'il existera - condition indispensable - un fort parti socialiste révolutionnaire.

En même temps qu'il doit forger un parti, le prolétariat doit tendre à devenir le pôle d'attraction des grandes masses populaires, en attente d'une organisation sociale plus juste.

Pour cela il doit déployer une double action convergente : envers la classe des travailleurs en général et envers les classes intermédiaires : petite bourgeoisie, classe moyenne, paysans.

En ce qui concerne la classe laborieuse, le Parti Ouvrier soutient les nécessités suivantes :

D'abord, l'unité d'action de tous les travailleurs, formant le front unique à la base et au sommet : Alliance Ouvrière locale et régionale, et Alliance Ouvrière nationale.

Deuxièmement, l'unité syndicale. Toutes les organisations syndicales existantes qui reconnaissent la lutte de classes doivent fusionner en constituant localement un seul syndicat de branche ou d'industrie, une seule fédération locale, et nationalement une centrale syndicale unique.

Troisièmement, un seul Parti marxiste révolutionnaire.

Par rapport à la petite bourgeoisie, le Parti Ouvrier n'adopte ni la position classique de la social-démocratie d'un lien organique permanent avec les partis petit-bourgeois qui a dernièrement été remise à l'ordre du jour par l'Internationale communiste avec le dénommé Front Populaire, ni davantage la position absurde de mettre la petite bourgeoisie et la grande bourgeoisie dans le même sac.

Les partis petit-bourgeois ont trahi par incapacité, impotence et lâcheté les promesses qu'ils avaient faites aux travailleurs, aux paysans et même à la petite bourgeoisie elle-même. C'est pourquoi il faut lutter idéologiquement et tactiquement contre ces partis démagogiques dans le but de détourner les masses de travailleurs qui les suivent encore, tout en attirant une partie de la petite bourgeoisie, surtout les paysans, l'autre partie étant neutralisée.

Le fascisme, promu par la grande bourgeoisie, se base principalement sur la petite bourgeoisie et les classes moyennes ruinées et appauvries. Cette petite bourgeoisie s'oriente vers le fascisme quand les partis de la petite bourgeoisie ont échoué et que le mouvement ouvrier se présente divisé et incapable de faire triompher la révolution qui seule résout définitivement les problèmes démocratico-socialistes posés.

[paragraphe altéré à la source] (...) il faut savoir distinguer ces moments historiques où la menace contre-révolutionnaire est extraordinairement grave et il convient alors de faire des accords circonstanciels, transitoires, en maintenant toujours, cependant, l'indépendance organique du Parti Ouvrier et le droit de critique des partis petits-bourgeois.

Cette position est juste. Lénine acceptait les accords circonstanciels avec la bourgeoisie radicale. Mais il y a un abîme entre cette position et celle de Front Populaire récemment avancée par l'Internationale communiste, qui enchaîne le mouvement ouvrier à la bourgeoisie.

II. Le problème de l'unification marxiste

Il n'existe toujours pas, malheureusement, le grand Parti Socialiste Révolutionnaire en Espagne dont la révolution a besoin. Mais chaque jour les nécessités révolutionnaires rendent de plus en plus pressante la formation du parti qui peut mener à bien la révolution.

Le Parti Socialiste n'est pas le parti que la révolution exige. Il ne l'est pas parce que malgré le redressement en cours, qu'il faut reconnaître, il continue fondamentalement d'être un parti de type social-démocrate. Il s'y trouve trois tendances opposées : Premièrement, la tendance droitiste, réformiste jusqu'à la moelle, reproduction fidèle de ce qu'a été la social-démocratie allemande et de ce qu'est le travaillisme anglais. Deuxièmement, la tendance centriste, républicanisante, profondément menchevique, qui n'aspire pas à autre chose qu'aider les républicains petit-bourgeois. La tendance centriste, qui dirige le parti socialiste, part de l'hypothèse que notre révolution est démocratique et non démocratico-socialiste, en refusant par conséquent de reconnaître la nécessité que la classe ouvrière prenne le pouvoir au moyen de l'insurrection armée. Troisièmement, la tendance gauchiste, représentée par les Jeunesses et par une importante fraction du Parti lui-même, qui combat contre la tendance réformiste et ce les centristes. En vue de l'unification marxiste c'est l'aile gauche du Parti Socialiste qui a le plus d'importance. Cependant, l'aile gauche socialiste maintient sur beaucoup de questions des positions fondamentalement erronées. Par exemple, elle a engagé une orientation vers la politique de l'Internationale Communiste quand celle-ci a précisément pris à son VII^e Congrès un virage radical, inaugurant une politique qui se situe à droite de l'extrême droite social-démocrate. En outre, la gauche socialiste ne s'est toujours pas prononcée de façon claire sur des questions aussi importantes que l'Alliance Ouvrière, l'unité syndicale, l'unité marxiste révolutionnaire.

Comme nous le voyons, le Parti Socialiste est bien loin de constituer un tout fortement centralisé et unifié en pensée et dans l'action. Il n'a rien qui puisse le rapprocher d'un parti de type bolchevique. En son sein coexistent toutes les tendances, depuis celle qui s'affirme léniniste, jusqu'à celle qui est évolutionniste de caractère travailliste, en passant par la simplement républicaine. De fait, cela se rapproche plus d'une Fédération de différentes tendances qu'à un parti cohérent.

Doctrinalement, le Parti Socialiste n'a pas pu assimiler les doctrines de Lénine, pas même celles de Marx et d'Engels. Son insuffisance théorique a été un trait caractéristique du vieux Parti Socialiste Ouvrier Espagnol. Il maintient des positions équivoques quant à la caractérisation de l'étape actuelle de la révolution espagnole. Il n'a pas pris une position juste sur le problème des nationalités et celui de la terre. Il s'est positionné d'une manière complètement social-démocrate face au problème de la guerre, en approuvant la Société des nations.

Le Parti Communiste d'Espagne n'est pas davantage le Parti bolchevique de notre révolution. Sujet, comme section officielle de l'Internationale communiste, aux fluctuations de la politique extérieure de l'État soviétique, il est obligé d'agir non selon les nécessités du mouvement révolutionnaire dans notre pays, mais conformément aux convenances de la diplomatie soviétique, ce qui est fréquemment en contradiction ouverte.

Un régime de démocratie interne commence à manquer dans le Parti Communiste. La ligne politique, la tactique, y compris

la nomination des Comités directeurs, sont déterminés non par le parti lors de ses Congrès, mais par des ordres reçus de Moscou.

Il n'y a qu'à voir les oscillations tactiques suivies par le Parti Communiste d'Espagne (section espagnole de l'Internationale communiste) depuis qu'on a proclamé la République jusqu'à maintenant pour se rendre compte de son artificialité.

Lors de la proclamation de la République le 14 avril, le Parti Communiste d'Espagne, suivant naturellement des instructions venues d'en haut, criait : " A bas la République !", " Vive les Soviets !". Objectivement, le PC, sans le vouloir, s'était mis du côté des monarchistes les plus endurcis. Cinq années plus tard et la république bourgeoise est complètement discréditée. Son nom a été souillé par des torrents de sang prolétarien et par les affaires les plus frauduleuses et scandaleuses. Et c'est à ce moment, quand la classe laborieuse doit être orientée vers la prise du pouvoir à l'exemple d'Octobre, que le Parti Communiste, suivant les mandats de Moscou, fait un saut qui le place à la droite de la droite socialiste. Pour le Parti Communiste, le dilemme "fascisme ou socialisme" s'est transformé subitement en : "fascisme ou démocratie". Un mot d'ordre complètement républicain-bourgeois trouve ainsi son appui le plus ferme dans le Parti Communiste.

Dans la question du front unique, le Parti Communiste d'Espagne n'aurait pu avoir attitude plus malheureuse. Il fut le Parti qui prétendait monopoliser le drapeau du Front unique. Eh bien, quand le Front s'est concrétisé sous la forme de l'Alliance Ouvrière¹, le Parti Communiste est resté en marge, s'y opposant d'une manière systématique et acharnée. Pendant longtemps, le PC a combattu l'Alliance Ouvrière au point de la qualifier "de Sainte Alliance de la Contre-révolution". Cependant, quelques mois plus tard, devant un courant irrésistible favorable à l'Alliance Ouvrière, le Parti Communiste a rectifié le tir sous 24 heures, en adhérant à l'Alliance Ouvrière le 4 octobre, quand la bataille avait déjà commencé.

Le Parti Communiste, avec cette instabilité due à son manque absolu de démocratie interne, et par sa déviation croissante de la politique traditionnelle du bolchevisme, est aussi très loin d'être le parti de la révolution.

Le Parti Ouvrier Unification Marxiste, résultat de la fusion du Bloc Ouvrier et Paysan et de la Gauche Communiste, croit qu'il nous est possible d'envisager l'entrée de tous les marxistes dans un parti déterminé déjà existant. Le problème n'est pas celui de l'entrée ou de l'absorption, mais de l'unification marxiste révolutionnaire. C'est un Parti nouveau qu'il faut former par la fusion des marxistes révolutionnaires.

Le Parti Ouvrier croit que l'unification marxiste révolutionnaire - qui n'a rien à voir avec un absurde amoncellement de type travailliste - se prépare par une clarification préalable des positions. "Avant et afin de nous unir il est nécessaire que nous nous différencions", a dit Lénine.

Le Parti Ouvrier estime que les prémisses fondamentales pour réussir l'unification marxiste révolutionnaire sont les suivantes :

Premièrement. La révolution espagnole est une révolution de type démocratico-socialiste. Le dilemme est : socialisme ou fascisme. La classe ouvrière ne pourra pas prendre pacifiquement le pouvoir, mais devra le faire au moyen de l'insurrection armée.

Secondement. Une fois pris le pouvoir, établissement transitoire de la dictature du prolétariat. Les organes du pouvoir présupposent la démocratie ouvrière la plus vaste et la plus complète. Le Parti de la révolution ne peut pas, ne doit pas noyer la démocratie ouvrière.

Troisièmement. Nécessité de l'Alliance Ouvrière localement et nationalement. L'Alliance Ouvrière doit nécessairement passer par trois phases : Premièrement, organe du Front unique, menant à bien les actions offensives et défensives légales et extralégales ; deuxièmement, organe insurrectionnel ; et troisièmement, organe du pouvoir.

Quatrièmement. Reconnaissance des problèmes des nationalités. L'Espagne sera structurée sous la forme d'une Union Ibérique de Républiques Socialistes.

Cinquièmement. Solution démocratique, dans sa première phase, du problème de la terre. La terre à celui qui la travaille.

Sixièmement. Face à la guerre, transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Aucun espoir dans la Société des Nations, qui est le front unique de l'impérialisme.

Septièmement. Le Parti unifié restera en marge des II^o et III^o Internationales, qui ont échoué toutes deux, en combattant pour l'unité socialiste révolutionnaire mondiale sur des bases nouvelles.

Huitièmement. Défense de l'URSS mais pas en encourageant sa politique d'accords avec les états capitalistes, plutôt au moyen de l'action révolutionnaire internationale de la classe laborieuse. Droit de critiquer la politique des dirigeants de l'URSS qui peut être contre-productive pour la marche de la révolution mondiale.

Neuvièmement. Régime permanent de centralisme démocratique dans le Parti unifié.

Il existe déjà un parti - le Parti Ouvrier - qui défend avec enthousiasme la thèse correcte de l'unité. Ceci constitue, cela ne fait pas de doute, un facteur important. Ce dont il s'agit maintenant c'est de gagner à ce point de vue les secteurs réellement marxistes des partis socialiste et communiste pour que les deux, conquis à l'idée d'un seul parti socialiste révolutionnaire, se prononcent pour un Congrès d'unification marxiste révolutionnaire.

III. Le front unique : l'Alliance Ouvrière

Les deux organisations qui en fusionnant ont constitué le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste - le Bloc ouvrier et Paysan et la Gauche Communiste - ont eu une participation directe, et dans quelques cas décisive, dans la formation des Alliances Ouvrières.

¹ *Alliance ouvrière* : fondée en Catalogne fin 1933 à l'initiative du Bloc Ouvrier et Paysan (BOC). Elle organisa une grève générale en Catalogne (sans la CNT) lors de l'insurrection asturienne d'octobre 1934.

Pour le Parti Ouvrier, l'Alliance Ouvrière - unité d'action - est, sans le moindre doute, un événement majeur dans l'histoire de notre mouvement ouvrier. Par le biais de l'Alliance Ouvrière, le mouvement ouvrier concentre ses forces sans avoir besoin de détruire l'indépendance et les caractéristiques de ses organisations traditionnelles.

L'Alliance, se basant sur les conditions objectives du mouvement ouvrier, vient jouer dans notre pays le rôle qu'ont eu les soviets dans la révolution russe : organes du front unique d'abord, insurrectionnels ensuite, et enfin instruments du pouvoir. Quand la classe ouvrière conquerra le pouvoir, l'actuel État bourgeois devra être remplacé par quelque chose de nouveau qui est précisément en germe dans l'Alliance Ouvrière.

Ce sont donc les trois phases que l'on doit avoir dans le processus d'évolution, étroitement lié à celui de la révolution, de l'Alliance Ouvrière : front unique offensif et défensif, insurrectionnel et de pouvoir.

L'Alliance Ouvrière n'est pas qu'une simple hypothèse. Elle constitue une réalité. Elle a fait ses preuves dans les terribles journées d'octobre 1934, des preuves indiscutables. Au cours des mois qui ont précédé octobre, elle a pu former, en grande partie, l'unité d'action des masses laborieuses. C'est parce que cette unité a été réalisée que le mouvement insurrectionnel d'octobre a été possible. Les deux principaux foyers de l'action insurrectionnelle ont été les Asturies et la Catalogne. Dans les Asturies où l'Alliance Ouvrière était formée de toutes les organisations, anarchistes inclus, le mouvement ouvrier s'est imposé dès le début. En Catalogne, l'Alliance Ouvrière n'était pas complète, puisqu'elle laissait à sa marge les anarcho-syndicalistes. En dépit du déclin de l'anarchisme en Catalogne dans les derniers temps, il ne fait pas de doute que leur absence dans l'Alliance Ouvrière a largement contribué à ce que l'insurrection ouvrière ne parvienne pas en Catalogne aux mêmes résultats que dans les Asturies.

Si l'insurrection d'Octobre a été vaincue, c'est qu'il n'existait pas encore dans tout le pays un vaste mouvement d'Alliance Ouvrière, de Front unique, ni davantage un Parti Socialiste Révolutionnaire fort et ayant l'autorité pour devenir l'axe réel de ce Front unique.

C'est cette constatation que fait le Parti Ouvrier en formulant la nécessité, à côté de la constitution d'un Parti marxiste révolutionnaire unique, de reconnaître à l'Alliance Ouvrière - germe de nos soviets - toute son importance.

Les camarades socialistes, anarchistes et communistes officiels, conservent une attitude erronée sur l'Alliance Ouvrière, comme nous allons le voir.

Les socialistes affirment que l'Alliance Ouvrière ne peut qu'avoir seulement le caractère d'un outil insurrectionnel. Ils lui dénie les conditions de leur première phase - Front unique - et celles de la troisième - organe du pouvoir. Le fait de voir l'Alliance Ouvrière, non comme un processus, mais simplement comme quelque chose de rigide, stratifié, démontre que les socialistes n'ont pas encore compris le sens de la révolution prolétarienne. L'Alliance Ouvrière, comme nous l'avons déjà dit, ne peut pas être un instrument insurrectionnel si elle n'a pas préalablement été celui du Front unique, unité d'action offensive et défensive. Et un parti ouvrier qui aspirerait à l'insurrection en n'ayant préparé l'organe adéquat du pouvoir, ne mènera jamais l'insurrection ou s'il la menait, elle serait réduite à un simple coup d'Etat sans qu'il puisse asseoir la conquête du pouvoir sur des bases solides et indestructibles. Le Parti ne doit pas être un organe du pouvoir. Ils sont complètement dans l'erreur ces socialistes qui disent : "Le pouvoir au Parti Socialiste". Le pouvoir ne doit pas être à tel ou tel, mais à la classe ouvrière, et doit être exercé par le biais de ses organes démocratique : soviets, conseils, alliances ouvrières.

Partant du principe que le socialisme et la démocratie ouvrière sont inséparables, qu'il ne peut y avoir de socialisme sans démocratie ouvrière, ni de démocratie ouvrière sans socialisme, le problème de savoir quels seront les organes du pouvoir doit être posé dès maintenant. Lénine disait : "Si la force créative des classes révolutionnaires n'avait pas donné vie aux soviets, la révolution prolétarienne n'aurait eu aucun avenir, puisqu'il aurait été impossible au prolétariat de garder le pouvoir avec l'ancien appareil d'état et impossible d'en créer subitement un nouveau ". En appliquant à l'Espagne l'idée exprimée par Lénine, nous pouvons dire que sans Alliances Ouvrières constituées, organisées, dotées d'une vie propre, fortement enracinées, la classe ouvrière ne parviendrait pas à garder le pouvoir même si elle le prenait par surprise.

La position des socialistes qui maintiennent cette attitude envers l'Alliance Ouvrière est donc complètement erronée.

L'avenir de notre révolution est lié au développement de l'Alliance Ouvrière.

La situation politique et sociale présente place l'Alliance Ouvrière dans sa première phase : celle du Front unique de tous les travailleurs.

Les socialistes et anarchistes se sont dressés contre l'Alliance Ouvrière dans cette étape, sans laquelle ne peuvent exister ni la deuxième ni la troisième. Si leur avis (qui finalement se rejoignent dans leurs conclusions) prévalaient, il n'y aurait pas de front unique et, par conséquent, la révolution serait brisée.

Les anarchistes, dans la question du Front unique (Alliance Ouvrière) comme dans celle de l'unité syndicale, n'ont pas de positions fixes, pas de thèse déterminée. Il y a des idées opposées parmi eux, preuve manifeste qu'ils sont extrêmement vulnérables. Les masses anarchistes avec leur conscience de classe, tout comme celles qui suivent les socialistes, sont une base révolutionnaire d'une grande valeur. Et si ces masses ne perçoivent pas le mouvement d'unité comme une manœuvre mais comme une marche vers l'action révolutionnaire, elles s'engageront dans l'union, comme les anarcho-syndicalistes d'Asturies dans l'Alliance Ouvrière.

L'Alliance Ouvrière doit exister, en gagnant les masses socialistes et anarchistes à la prise de conscience de son indispensabilité. Elle doit s'élargir : toute, absolument toute la classe ouvrière doit faire partie des Alliances Ouvrières. Le fonctionnement des Alliances Ouvrières doit aussi être démocratisé, cesser progressivement d'être une super organisation faite d'en haut pour s'affirmer sur les masses ouvrières en agissant démocratiquement. Progressivement, les Alliances Ouvrières doivent se transformer en adoptant les caractéristiques des soviets dans la Révolution russe.

D'autre part la position de ceux – ils existent - qui portent l'enthousiasme pour l'Alliance Ouvrière au point d'en arriver à oublier ou dévaloriser le rôle du Parti Ouvrier Révolutionnaire est tout autant erronée. Un front unique ouvrier, si vaste soit-

il, reste un outil détérioré s'il ne pivote pas autour d'un axe qui ne peut être autre que le Parti socialiste révolutionnaire. L'Alliance Ouvrière, dans ses trois stades de Front unique, instrument insurrectionnel et organe du pouvoir, nécessite absolument le Parti Ouvrier Marxiste Révolutionnaire comme conseil, guide et avant-garde. Sans parti doté d'une théorie révolutionnaire, l'Alliance Ouvrière pourrait se transformer un marche-pied d'un front populaire républicain-ouvrier réformiste, comme le préconise maintenant le Parti Communiste d'Espagne.

Le Parti Communiste officiel, lorsqu'il affirme maintenant être partisan de l'Alliance Ouvrière, essaye en fait de la remplacer par le Front Populaire.

La politique de Front Populaire que l'Internationale Communiste réalise actuellement dans bien des pays, et entre autres le nôtre, constitue une rupture complète avec les traditions du marxisme.

Le Front Populaire, comme il est mis en avant par l'IC, est le lien organique permanent du mouvement ouvrier et de la bourgeoisie libérale.

Cette nouvelle tactique de l'IC entraîne encore plus de dangers que le sectarisme mis en œuvre pendant ladite "troisième période", qui a consisté en une guerre irréconciliable contre la social-démocratie.

Par le biais du Front Populaire on perd totalement de vue les différences de classe et on porte par conséquent un coup à la lutte de classes, qui est la pierre angulaire du marxisme.

Si la politique du "social-fascisme" a conduit au triomphe fasciste, la politique de Front Populaire porte directement à la guerre.

En France, là où le Front Populaire est à son apogée, on voit comment le Parti Communiste a totalement liquidé son activité antimilitariste, a voté les crédits de guerre, et constitue un des défenseurs de l'"union sacrée".

Si la guerre survient entre la France et l'Allemagne, les communistes français, en vertu de la politique de Front Populaire, seront les propagandistes de la lutte armée parmi la masse des travailleurs, défendant l'impérialisme.

En Espagne, l'activité du Parti Communiste officiel conduit à des positions semblables. Les gouvernements bourgeois de gauche ont le ferme soutien des communistes staliniens. Pratiquement cette politique de soutien conduit à freiner l'action des masses en marche vers la révolution socialiste. La bourgeoisie a aujourd'hui un allié de poids : c'est le Parti Communiste avec sa défense à outrance du Front Populaire.

Nous avons déjà eu l'expérience des résultats du Front Populaire dans notre pays. Le Parti Socialiste, en 1931-1933, a mené la politique de Front Populaire, dont le Parti Communiste promeut aujourd'hui la seconde édition. La collaboration républicaine-socialiste a conduit au triomphe de la contre-révolution en novembre-décembre 1933. Les conclusions seraient maintenant encore plus catastrophiques si la position des communistes officiels, plus radical-socialistes que communistes, prévalait.

Notre interprétation du Front Populaire n'est pas contradictoire, comme on pourrait apparemment le supposer, avec le fait que le POUM signe le document qui a servi de base aux élections générales du 16 février 1936. Il s'agissait alors d'un simple accord électoral ayant pour objectif principal l'amnistie². Le POUM a alors développé sa propagande avec une complète indépendance, en précisant que l'accord établi n'était qu'un compromis purement électoral.

Le POUM - comme on l'a déjà indiqué plus haut - ne rejette pas les contacts et les alliances avec la petite bourgeoisie, mais ces accords et alliances doivent toujours relever de questions concrètes et circonstanciées.

Tout autre est le Front populaire, inadmissible pour tout marxiste révolutionnaire.

IV. La question syndicale

En Espagne il y a une division de la classe ouvrière depuis les débuts du mouvement ouvrier : un secteur, dirigé par le Parti Socialiste, s'est syndicalement groupé dans l'Union Générale de Travailleurs, de tendance globalement réformiste; un autre secteur, influencé par l'anarchisme a fini par constituer la Confédération Nationale du Travail. CNT et UGT, organisations syndicales anarcho-syndicaliste et socialiste, ont exercé un monopole de fait de l'organisation syndicale de la classe ouvrière dans notre pays.

Cette division a été funeste pour le mouvement ouvrier. Une des causes de la stabilité relative du capitalisme en Espagne doit être attribuée à cette scission historique de notre mouvement ouvrier. La bourgeoisie a tiré profit d'une classe ouvrière divisée en deux camps se combattant incessamment.

Le mot d'ordre syndical du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, dans cette question comme dans les autres aspects du problème ouvrier, est catégorique : unification. Nous n'avons pas besoin de deux centrales syndicales. Une classe. Un front. Une seule centrale syndicale.

Alors qu'en France le problème de l'unification syndicale s'est avéré plus facile à résoudre que celui du parti unique, ce n'est pas le cas en Espagne. Ici l'unité syndicale aura lieu probablement après l'unité politique marxiste. La lutte entre anarchistes et sociaux-démocrates est très profonde, la division a perduré depuis plus d'un demi-siècle et ce ne sera pas chose facile à surmonter.

De toute façon, l'unité syndicale est nécessaire et puisqu'elle est nécessaire, elle devra se faire. C'est ainsi que nous, marxistes, devons poser un problème tellement vital.

Or, comment parvenir à l'unité syndicale ?

Les socialistes conservent en ce domaine des attitudes que nous jugeons erronées. Quelques-uns disent : "unité dans

² Les prisonniers politiques d'octobre 1934 vont effectivement être libérés après la victoire électorale de la coalition.

"l'Union Générale de Travailleurs" ou n'osent pas poser la question de l'unité, d'autres préconisent : "Entrée à l'UGT de tous les syndicats autonomes, et unité d'action entre UGT et CNT".

Les deux positions, défendues par les uns et les autres chez les socialistes, sont fausses. Identiques au fonds, elles dissimulent la volonté de conserver la scission ouvrière. Les anarchistes - et leur force syndicale est importante - , n'entreront jamais à l'UGT. Le seul fait de le proposer provoque immédiat un durcissement de la position anarchiste.

Les anarchistes se sont développés en tant qu'opposition à la politique réformiste des socialistes. A ce moment de l'histoire, les anarchistes avaient largement raison, bien plus, sans aucun doute, que les socialistes. Si le Parti Socialiste n'est pas capable dorénavant de se corriger - et la pierre angulaire de cette rectification c'est le difficile problème de l'unité -, l'anarchisme continuera à végéter, mais avec assez de force pour maintenir la division de la classe ouvrière.

Le Parti Ouvrier mis en place, nous avons le devoir de ne pas cantonner la question de l'unité syndicale à une simple propagande en faveur de celle-ci, mais devons travailler concrètement en ce sens. À cet effet, le POUM, bien que présent sur toute la péninsule, juge, en se basant sur la réalité, que la solution de l'unité syndicale en Espagne se trouve en Catalogne, là où l'organisation syndicale est la plus désagrégée.

L'éclatement du mouvement syndical existant en Catalogne est sans limite. La Confédération Nationale du Travail, qui avait auparavant la suprématie absolue, a vu ses forces diminuer au point de devenir indiscutablement minoritaire. La masse ouvrière de Catalogne est désorganisée suite à l'échec de la CNT dirigée par les anarchistes de la FAI. On a maintenant : 1°) les syndicats influencés par le Parti Ouvrier, sûrement le secteur plus important. 2°) les syndicats d'opposition dans la CNT (treintistes). 3°) la Confédération Régionale du Travail de Catalogne (CNT). 4°) l'Union Générale des Travailleurs (Fédération Catalane). 5°) les syndicats influencés par l'Union Socialiste de Catalogne, et 6°) les syndicats autonomes.

Il s'agit de réaliser l'unité syndicale des travailleurs de Catalogne. Cette unité syndicale, en attendant transitoirement l'unification syndicale définitive dans tout le pays, restera en marge de la Confédération Nationale du Travail et de l'Union Générale de Travailleurs, et combattra pour l'unité, pour la formation d'une centrale unique.

L'importance de ce premier pas pour le développement ultérieur du mouvement unitaire est incalculable. Le fait que la classe ouvrière de Catalogne, qui jusqu'à dernièrement était le principal bastion de la Confédération Nationale du Travail, lève le drapeau de l'union syndicale aura dans toute l'Espagne une répercussion extraordinaire. La formation de l'Alliance Ouvrière en Catalogne s'était étendue à tout le pays. Pour l'unité syndicale il se produira la même chose.

Ce qui est ici intéressant c'est de sortir de l'abstraction et de partir d'un point concret. Ce qui est concret dans ce cas, le point de départ, c'est de commencer l'unité syndicale en Catalogne. Le reste viendra conséquemment. C'est à cette tâche que se consacre le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, fermement persuadé que l'unité syndicale des travailleurs de Catalogne est le chemin plus court pour arriver à la réaliser l'unité syndicale dans toute l'Espagne.

V. Le problème de la terre

En partant du principe que notre révolution est démocratico-socialiste, la position véritablement marxiste, adoptée par le Parti Ouvrier, ne peut pas être autre que l'application, en cette première étape révolutionnaire, du mot d'ordre classique : la terre à celui qui la travaille.

Notre révolution est démocratico-socialiste, c'est-à-dire bourgeoise et socialiste à la fois. Or, il y a des aspects bourgeois, démocratiques, de la révolution qui loin d'être en contradiction avec les objectifs socialistes, s'y accordent. Le fait que les paysans espagnols prennent la terre est un acte révolutionnaire qui aide à détruire le pouvoir des derniers féodaux alliés à la grande bourgeoisie.

Le processus de cette révolution est double : tandis que, d'une part, les paysans saperont la forteresse féodale-bourgeoise, le prolétariat, de son côté, commencera à nationaliser la grande industrie : mines, transports, banques, etc., c'est-à-dire, entamera l'aspect socialiste de la révolution. La révolution bourgeoise dans les champs coïncidera avec la révolution socialiste dans les villes.

L'attitude de la social-démocratie en ce qui concerne le problème de la terre a été traditionnellement erronée.

La social-démocratie a prétendu qu'elle ne pouvait pas concilier la révolution bourgeoise aux champs et la révolution socialiste effectuée par le prolétariat. Elle a soutenu une position apparemment extrémiste face au problème de la terre, en proposant des objectifs irréalisables de manière immédiate, pour cacher son total manque d'esprit révolutionnaire.

Dans des pays comme le nôtre où le développement industriel est à ses débuts et où l'agriculture occupe une place importante dans l'économie, la révolution - révolution démocratico-socialiste - ne pourra pas triompher sans la collaboration étroite des forces progressives et du prolétariat. Une de ces forces progressives, une des principales, est précisément constituée par les paysans en marche vers la révolution agricole. Le prolétariat doit donc être mis en tête du mouvement paysan dont l'objectif est la conquête de la terre, en détruisant tous les privilèges féodaux et semi-féodaux qui sont encore en vigueur.

Cette transformation agricole grandiose ne peut évidemment pas être réalisée par la bourgeoisie, comme cela a été démontré de façon palpable dans notre pays. La bourgeoisie industrielle est liée par un réseau dense d'intérêts avec les restes du féodalisme, constituant la couche sociale des grands propriétaires fonciers. La Réforme Agricole édictée par la Constituante n'a finalement été rien de plus qu'un frein à la révolution qui mûrissait à la campagne.

Ce n'est pas un problème de réforme, mais de révolution.

La classe laborieuse, lors de la prise du pouvoir, livrera l'usufruit de la terre aux paysans. A savoir, ils auront la terre en possession, non en propriété, puisque la terre sera nationalisée, n'ayant qu'un unique propriétaire : l'État ouvrier. Le paysan disposera de toute la terre dont il a besoin pour vivre, parce qu'il y a de la terre à revendre en Espagne, mais ne

pourra ni la vendre ni la louer.

L'État ouvrier mettra à la disposition des paysans ce dont ils ont besoin et qui est monopolisé sous le régime capitaliste : transports, engrais, crédit, machines, direction technique, etc..

L'État ouvrier organisera pour son propre compte de grandes exploitations agricoles collectives ou aidera à la création de coopératives qui, avec l'industrialisation progressive de l'agriculture, engageront le début de la seconde phase révolutionnaire aux champs, celle de la socialisation.

Tandis que la classe laborieuse combat pour la prise du pouvoir, les paysans doivent suivre notre conception démocratico-socialiste du processus révolutionnaire, avec non seulement ceux qui sont directement exploités mais aussi les fermiers, les métayers, les petits propriétaires, en vue de créer un vaste mouvement paysan qui perçoit sa seule émancipation possible dans le triomphe de la classe ouvrière.

VI. Le problème national

La social-démocratie n'a jamais donné au problème des nationalités l'interprétation révolutionnaire qui convenait.

Si à première vue elle a donné dans la phraséologie, et qu'elle a bien été obligée de reconnaître théoriquement le droit des peuples à leur indépendance, elle a été en pratique incapable de sortir des limites du nationalisme bourgeois.

La révolution prolétarienne - et l'exemple nous en a été donné par la révolution russe - triomphera en tant que révolution démocratico-socialiste, avons nous dit. En l'état actuel de l'histoire, il ne peut pas y avoir de révolutions exclusivement démocratiques, ni dans une certaine mesure, de révolutions exclusivement socialistes. La révolution doit être démocratico-socialiste dans sa première phase.

La révolution dispose de trois forces motrices : le prolétariat, la paysannerie en quête de terre, et le mouvement de libération nationale. Si ces trois forces convergent et se trouvent, le prolétariat devient l'axe central du mouvement révolutionnaire. Sans l'unité de ces trois fronts de lutte, la révolution démocratico-socialiste ne peut pas triompher, surtout dans un pays comme le nôtre où l'aspect démocratique de la révolution est tellement prononcé.

Ces mouvements d'émancipation nationale ont un contenu démocratique que le prolétariat doit soutenir sans réserve. Une classe qui combat de façon acharnée toutes les formes d'oppression ne peut pas s'avérer indifférente face à l'oppression nationale. Les mouvements d'émancipation nationale constituent un facteur révolutionnaire de premier ordre que la classe laborieuse ne peut pas négliger.

Le prolétariat ne peut qu'avoir une seule attitude : soutenir activement le droit indiscutable des peuples à disposer librement de leurs destins et de se constituer en états indépendants, si c'est leur volonté.

En soutenant ce droit, le prolétariat ne s'identifie pas à la bourgeoisie nationale, qui veut subordonner les intérêts de classe aux intérêts nationaux et, aux moments décisifs, se met du côté des classes dominantes de la nation opprimée dans le but d'écraser les mouvements populaires. Le prolétariat, leader des revendications démocratiques, doit déjà détacher la petite-bourgeoisie de ses partis qui dirigent les mouvements nationaux en les trahissant, et être porteur d'une lutte pour l'émancipation des nationalités poussée à sa logique ultime.

La lutte pour le droit des peuples à l'indépendance n'implique toutefois pas une désagrégation des travailleurs des diverses nationalités qui composent l'État, mais, au contraire, leur union renforcée, seule garantie de réussite.

La reconnaissance du droit indiscutable des peuples à disposer de leurs destins, d'un côté, et la lutte commune des travailleurs de toutes nations de l'État, de l'autre, permettront une future Confédération des peuples libres.

Les mouvements d'émancipation nationale passent par trois phases. Dans la première phase, c'est la bourgeoisie réactionnaire qui en détourne la direction pour bâtir une forteresse au service de la contre-révolution. C'est ce qui est arrivé dans notre pays au siècle dernier quand le carlisme s'est appuyé sur l'autonomisme latent, et à notre siècle en Catalogne et surtout au Pays basque, où les forces conservatrices ont fait leur le problème autonomiste afin de l'instrumentaliser pour favoriser leurs intérêts économiques et pour juguler un développement révolutionnaire.

La seconde phase est caractérisée par le passage du problème national aux mains de la petite bourgeoisie, ce qui a cours actuellement, particulièrement en Catalogne. Pendant cette phase la petite bourgeoisie - l'*Esquerra* en Catalogne - pratique la démagogie en promettant la solution complète du problème national. Mais dès que la petite bourgeoisie constate que la révolution démocratique, dans ce domaine comme dans celui de la terre, évolue vers la révolution socialiste, elle fait précipitamment marche arrière, en arrivant à la plus honteuse des capitulations comme cela s'est produit en Catalogne, en acceptant un statut qui ne réglait pas le problème, puis en se rendant à l'ennemi quand elle a vu en octobre 1934 que la défense de la question nationale passait aux mains de la classe ouvrière.

La troisième phase est celle dans laquelle le prolétariat fait sien le problème national et il lui apporte la solution nécessaire par la révolution. Cette étape s'engage dans notre pays; le problème national commence à être considéré par le prolétariat comme un facteur révolutionnaire.

Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste travaillera pour remplacer la petite bourgeoisie par le prolétariat à l'avant-garde du mouvement national, en visant la construction d'une Union Ibérique des Républiques Socialistes.

VII. Face à la situation internationale et à la guerre

Les contradictions internes du capitalisme font que les crises se répètent à un rythme chaque fois plus accéléré et violent. L'apparition de nouveaux centres industriels, les mouvements révolutionnaires dans les colonies et l'industrialisation rapide de l'URSS d'une part, le développement technique et organisationnels (trusts, cartels, monopoles, rationalisation) du capitalisme d'autre part, empêchent l'application de méthodes normales pour résoudre la crise, et en premier lieu l'extension du marché mondial.

La crise mondiale actuelle n'a rien voir avec la crise de la période précédente, s'en distinguant non seulement par l'ampleur, la gravité et la prolongation, mais parce qu'elle indique le point culminant du développement capitaliste. Ce qui est en crise, c'est le régime capitaliste lui-même, qui est entré en contradiction avec les intérêts vitaux de la société. Au fur et à mesure que le capitalisme se développe techniquement, la capacité d'acquisition des masses baisse. La masse des sans-travail augmente partout dans de terribles proportions. À une augmentation constante de la production, et par conséquent de la richesse, correspond l'appauvrissement progressif des masses.

Pour sortir de cette situation, la classe capitaliste passe à la trappe les méthodes parlementaires et démocratiques, incapables de résorber les explosions qui résultent des contradictions internes du régime, et recourt aux méthodes dictatoriales fascistes.

Une crise terrible qui plonge les masses populaires dans une misère sans précédent, le danger mondial du fascisme, la perspective d'un nouveau cycle de guerres qui menace de détruire toute civilisation humaine : voici le spectacle qu'offre au monde la banqueroute du régime capitaliste.

Ou bien la révolution prolétarienne détruira totalement ce régime et entreprendra la transformation socialiste de la société, ou le monde tombera dans la barbarie.

La crise mondiale du capitalisme impose de rompre radicalement avec la politique réformiste et de mettre à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir et l'instauration transitoire de la dictature du prolétariat, seul chemin qui peut conduire à la transformation de la société capitaliste en société socialiste.

La doctrine de la conquête pacifique du pouvoir par l'application des méthodes parlementaires et démocratiques est une illusion dangereuse qui prive la classe laborieuse de ses moyens de défense.

La révolution prolétarienne est, par essence, une révolution internationale. Le prolétariat ne peut pas construire une société complètement socialiste, une société sans classe, s'il ne travaille et ne collabore sur une échelle internationale. Ce qui ne signifie pourtant pas qu'il faille attendre passivement dans chaque pays qu'explose une révolution à caractère internationale; au contraire, la classe ouvrière de chaque pays doit tendre tous ses efforts vers la conquête du pouvoir, et réaffirmer sa dictature à l'échelle nationale au début de l'édification socialiste, mais une dictature du prolétariat qui est inévitablement incomplète et contradictoire tant que le prolétariat ne conquerra pas le pouvoir dans au moins quelques importants pays capitalistes. La classe ouvrière victorieuse dans un pays doit aussi consacrer toutes ses forces à l'expansion de la révolution socialiste aux autres pays.

Sur une base capitaliste, il n'est pas possible de solutionner les conflits entre groupes impérialistes, entre l'impérialisme et l'URSS, entre l'impérialisme et les mouvements d'émancipation nationale.

De la même façon que le capitalisme ne peut résoudre les contradictions organiques du système et éviter les crises et ses conséquences, les tentatives de la Société des Nations, les Conférences du Désarmement et les Pactes ne seront dissoudre les menaces de guerre. Ces tentatives internationales conduisent à un nouveau regroupement des puissances impérialistes, à un renforcement des réarmements et à de nouveaux conflits.

La seule arme efficace contre la guerre c'est la révolution prolétarienne. Le prolétariat ne doit donc pas se laisser séduire par les illusions pacifistes, mais doit être prêt sans perdre un instant, s'il ne peut préalablement éviter la guerre par sa victoire sur la bourgeoisie, à transformer la guerre impérialiste en guerre sociale, c'est-à-dire contre la bourgeoisie elle-même.

La position qu'adopte face à la guerre tout Parti Ouvrier constitue l'aune à laquelle on peut mesurer la cohérence réelle de ses principes. La social-démocratie promet dans tous les partis un internationalisme théorique, mais à l'heure de constater la solidité de ses principes elle capitule en se plaçant du côté de la bourgeoisie nationale, comme elle l'a fait en 1914, ou à côté d'un impérialisme, comme elle l'a démontré au début du conflit italo-éthiopien (on devrait dire italo-britannique).

Le capitalisme mène à la guerre. C'est sa raison d'être. Tant qu'il y aura le régime capitaliste, la guerre est inévitable. Il faut donc se placer, face au problème de la guerre, non d'une manière pacifiste, comme la petite bourgeoisie sentimentale, mais en partant de l'hypothèse qu'on est en présence d'un phénomène historique inéluctable. La classe ouvrière doit combattre contre la guerre, s'opposer à la guerre, mais si la guerre explose, alors il faut essayer d'en dégager des conséquences révolutionnaires en la transformant en guerre civile.

La guerre peut prendre les aspects suivants : d'abord, un conflit entre deux pays ou deux groupes de pays impérialistes rivaux, comme cela s'est produit en 1914. Deuxièmement, une guerre entre un pays impérialiste et un peuple sous-développé, qui défend son indépendance : guerre coloniale, la plupart du temps. Troisièmement une guerre entre un pays impérialiste ou un groupe de puissances impérialistes et l'URSS. Quatrièmement, guerre entre deux pays impérialistes ou deux groupes impérialistes, dont un maintient une alliance militaire avec l'URSS. Voici la position à adopter dans chacun de ces cas :

Dans le premier cas, le prolétariat, s'il n'a pu empêcher la guerre par son action révolutionnaire, doit avoir une attitude défaitiste. C'est-à-dire, en prenant par exemple un conflit entre la France et l'Allemagne, les travailleurs français doivent préparer la défaite de la bourgeoisie française et les travailleurs allemands la défaite de la bourgeoisie allemande. Le défaitisme est la première partie de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. La défaite déterminée par l'action révolutionnaire peut conduire à l'insurrection victorieuse de la classe ouvrière.

Dans le second cas, le mouvement ouvrier doit orienter sa sympathie et son aide effective en faveur du peuple sous-développé attaqué par une puissance impérialiste. L'impérialisme essayera de justifier ses objectifs en parlant de "civilisation", de "sortir le pays attaqué de son retard séculaire", etc. Tout ceci n'a aucune valeur. Ce que le capitalisme entend par "civilisation" c'est : voler, assassiner, exploiter. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être placé au-dessus. Ce qui ne signifie absolument pas que le prolétariat doive être assimilé au régime existant dans le pays sous-

développé qui fait l'objet d'une agression impérialiste. En même temps qu'il défend son indépendance, ce pays sous-développé doit réaliser sa révolution démocratique, la cause indépendantiste étant ainsi soutenue par l'opinion populaire et la capacité de résistance d'autant plus grande, comme on l'a vu dans les guerres de la Révolution française. Dans le cas du conflit italo-éthiopien, par exemple, il faut travailler pour la défaite de l'impérialisme fasciste, en aidant l'Ethiopie, mais sans être assimilés au régime féodal du Négus et à l'Eglise copte. La révolution démocratique en Ethiopie renforcerait la lutte pour l'indépendance. Le Négus et le clergé copte défendent leurs privilèges bien plus que l'indépendance de leur peuple, peuple qui n'est pas représenté par des roitelets féodaux quand justement des millions de paysans sont moralement et matériellement exploités par le féodalisme et l'Eglise.

Dans le troisième cas, la classe ouvrière de tous les pays doit se placer, naturellement, aux côtés de l'URSS, contre l'impérialisme assaillant.

Dans le quatrième cas, si un pays militairement allié à l'URSS est attaqué par une puissance impérialiste, la position ne diffère en rien du premier cas. Il faut être défaitiste et transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

La social-démocratie et l'Internationale communiste prétendent bâtir un mythe de la lutte des pays démocratiques contre le fascisme. C'est aussi faux que la distinction faite en 1914 : "la lutte du Droit et de la Liberté contre la barbarie et la force".

Supposons une guerre entre Allemagne et France, tous deux pays impérialistes, avec une primeur au second à ceci près que l'Allemagne souffre un régime fasciste et qu'en France nous avons un régime pseudo-démocratique. Le devoir du prolétariat français ne consiste pas, comme le veulent la social-démocratie et l'IC, à faire l'"union sacrée" de l'*Action française* et des *Croix de feu* jusqu'aux communistes et socialistes, dans la défense de la "patrie menacée", mais à promouvoir un mot d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Si le prolétariat français vainc la bourgeoisie et prend le pouvoir, le triomphe de la révolution en France sera la meilleure des offensives contre le fascisme hitlérien. Les masses laborieuses allemandes, enchaînées par le fascisme, se réveillent et commencent à secouer son joug. La Révolution russe a terminé la guerre de 1914. Le triomphe du bolchevisme a entraîné la décomposition de l'armée du Kaiser et un mouvement révolutionnaire en Allemagne. Dans un autre contexte historique, Hitler ne sera vaincu militairement s'il ne l'est révolutionnairement. Ainsi doit-on rejeter la politique du Front Populaire face à la guerre, et doit-on accentuer de plus en plus la position classique et le défaitisme révolutionnaire.

Adopter le "défensisme révolutionnaire" que préconisent l'Internationale Communiste et la social-démocratie serait comme livrer la classe ouvrière pieds et poings liés au militarisme impérialiste.

VIII. Le POUM et l'Internationale

Le mouvement ouvrier est internationaliste. C'est un principe de base du marxisme et, naturellement, du Parti Ouvrier.

Il existe actuellement deux Internationales : l'Internationale Ouvrière Socialiste et l'Internationale Communiste.

La première est l'exacte continuation de l'Internationale qui, en août 1914, a capitulé honteusement en livrant les masses laborieuses de tous pays à la boucherie impérialiste. Une fois la guerre finie, les chefs socialistes qui avaient rendu cela possible reconstruisirent l'Internationale (Genève, 1919, et Hambourg, 1923), qui suivit ensuite une politique complètement réformiste, de collaboration de classe. Les deux sections les plus importantes de la II^e Internationale, dans cette seconde étape, furent le parti social-démocrate allemand et le parti socialiste autrichien. Ces deux partis qui grâce à la révolution de 1918-1919 accédèrent au pouvoir, ont procédé de telle manière, leur politique fut à ce point anti-marxiste, anti-prolétarienne, que le fascisme a pu triompher avec une relative facilité dans ces pays.

De fait, surtout depuis la catastrophe austro-allemande de 1933 et 1934, la II^e Internationale n'est rien de plus qu'un cadavre putride qui empuante l'air ouvrier mondial.

Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste est en conséquence contre la II^e Internationale.

En réaction salutaire contre la II^e Internationale fut fondée en mars 1919, à l'instigation de Lénine, la III^e Internationale ou Internationale Communiste.

L'Internationale Communiste est passée par trois étapes : d'abord de sa fondation à 1924; puis de 1924 à 1935; et la phase actuelle depuis 1935.

Durant la première phase, la période glorieuse et héroïque de l'Internationale Communiste, la III^e Internationale, a mené un travail révolutionnaire, construit les partis communistes, été le guide révolutionnaire du prolétariat, encouragé la lutte des peuples opprimés en attente de libération. Les quatre premiers congrès de l'IC furent un modèle de politique marxiste révolutionnaire. Dans l'IC et ses sections il existait une saine démocratie intérieure. Le Parti communiste russe était une section de l'IC, mais pas l'inverse.

La disparition de Lénine et le changement de direction de l'Internationale communiste ont coïncidé. En 1924, un nouveau cours a débuté dans l'Internationale. La démocratie interne a disparu. La direction bureaucratique s'est imposée. La section russe est devenue hégémonique. Les autres sections nationales sont devenues subordonnées, colonisées pourrions-nous dire. La politique de l'IC est parfois "putschiste" (Estonie, Bulgarie, Canton), d'autres fois complètement opportuniste. La ligne marxiste révolutionnaire des premiers temps a été rompue. On va d'un extrême à l'autre de façon empirique, abandonnant tous les fondements essentiels du marxisme.

Cette orientation erronée, qui a occasionné l'échec de la révolution chinoise, s'accroît encore depuis 1928 avec la politique dite de "classe contre classe" et du "social-fascisme". L'Internationale communiste, totalement sous la coupe de la section russe, cesse d'être une Internationale pour se convertir progressivement en instrument de l'Etat soviétique. Entre 1928 et 1933, l'Internationale communiste, a ordonné à ses sections nationales de laisser de côté le danger fasciste pour soutenir la thèse selon laquelle il faut préalablement abattre la social-démocratie. Cette attitude sectaire, anti-marxiste, a contribué au triomphe d'Hitler en Allemagne. L'IC est tout autant responsable que la II^{ème} Internationale, sinon plus, de la

catastrophe qui s'est abattue sur la classe ouvrière allemande et avec elle sur celle du monde entier.

Depuis que l'IC, avec sa politique stupide, s'est jointe à la social-démocratie - chacune à sa façon, mais au final de concert -, pour permettre la victoire hitlérienne, la formation en Allemagne d'un régime anti-soviétique, pôle de ralliement des ennemis de l'URSS, cette IC a varié sa tactique avec pour apothéose de ces revirements le VII^e Congrès d'août 1935.

Le VII^e Congrès représente la liquidation absolue de l'Internationale Communiste en tant qu'Internationale et en tant que mouvement communiste. Toute perspective socialiste se retrouve supprimée. Dès lors, le dilemme n'est plus "fascisme ou socialisme" mais "fascisme ou démocratie". C'est à dire qu'au moment historique où le capitalisme connaît une crise inégalée, la classe ouvrière devrait revendiquer la renaissance d'une forme obsolète de domination capitaliste : la démocratie bourgeoise.

La III^e Internationale, après avoir étouffé le mouvement révolutionnaire, a perdu la foi dans le prolétariat mondial et plutôt que s'appuyer sur la classe laborieuse, le fait sur des secteurs capitalistes qui s'avèrent à la première occasion être des adversaires de l'URSS. La politique de Front Populaire, particulièrement cristallisée en France, est une déification de la collaboration de classe et du millerandisme, qui ont toujours été opposés aux principes du marxisme.

La III^e Internationale a de fait cessé d'exister en tant qu'organisation révolutionnaire du prolétariat. Aujourd'hui, la politique de Moscou est encore plus à droite que celle de la social-démocratie.

C'est pour cela que le POUM est en marge de la III^e Internationale, s'identifie à l'esprit qui a présidé à ses quatre premiers congrès, et combat la politique actuelle funeste de l'IC qui s'accorde à l'opportunisme réformiste qui, si elle triomphait, détruirait toute perspective révolutionnaire pour longtemps.

Le POUM croit que depuis l'échec des deux Internationales le problème est de bâtir de forts partis socialistes révolutionnaires sur lesquels la future unité révolutionnaire mondiale du prolétariat pourra s'appuyer.

C'est ainsi que le POUM fait partie du Comité International pour l'Unité Socialiste Révolutionnaire, dont le centre est à Londres, et auquel adhèrent les partis socialistes et communistes indépendants, hors des II^e et III^e Internationales.

Le Comité International pour l'Unité Socialiste Révolutionnaire n'est pas le germe d'une nouvelle Internationale, mais le centre de convergence des partis socialistes révolutionnaires qui luttent pour la reconstruction de l'unité révolutionnaire mondiale sur de nouvelles bases.

IX. Le POUM et l'URSS

La Révolution russe est une des grandes conquêtes historiques du prolétariat. En URSS le capitalisme a été abattu, et la classe ouvrière a engagé la marche vers le socialisme. C'est pourquoi le POUM est un ardent défenseur de la Révolution russe. Ceci dit, cette sympathie partagée par tout travailleur révolutionnaire ne signifie pas que tout ce qui se passe en URSS doit être reçu avec une admiration béate. Le marxisme c'est un examen et une critique constants. Les admirateurs professionnels de l'URSS sont autant préjudiciables à la cause révolutionnaire que ses détracteurs systématiques. Lénine, à juste titre - et ce parce que c'était un marxiste - a opportunément signalé dans "La Révolution prolétarienne [et le renégat Kautsky]" la nécessité de faire la critique de l'œuvre révolutionnaire, disant : "Nous serions profondément reconnaissants à tout marxiste d'Occident qui après s'être suffisamment informé ferait la critique de notre politique, il nous rendrait ainsi un immense service, à nous et à la révolution en marche dans le monde entier".

Ce principe fondamental du marxisme est perdu de vue par la direction actuelle de l'URSS et de l'IC, qui étouffent tout droit d'examen et de critique. De cette façon, le socialisme se transforme en une espèce de secte religieuse qui requiert obéissance et foi aveugles.

Les vrais marxistes ne peuvent en aucune manière hypothéquer leur liberté de pensée.

Par cette critique objective nous rendons service à la Révolution russe et à la cause de la révolution mondiale.

Chaque prolétariat exploité doit défendre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, où la glorieuse révolution d'Octobre 1917 a créé les prémisses de la première expérience de dictature du prolétariat, fondée sur l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange. La lutte contre l'URSS continue d'être un des objectifs fondamentaux de la réaction impérialiste mondiale.

La défense la plus efficace de l'URSS n'est pas dans les Pactes et les Traités, mais dans la lutte révolutionnaire pour l'effondrement de la bourgeoisie dans les autres pays.

Le POUM considère comme un devoir incontournable la défense de la première République ouvrière, en gardant toutefois le droit de critiquer objectivement les positions de la direction de l'URSS qui peuvent devenir équivoques pour l'URSS elle-même et pour les intérêts du mouvement révolutionnaire mondial.

X. Organisation du POUM

Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste se base sur le principe de la plus absolue démocratie interne, régie par le centralisme démocratique. Ce qui veut dire que les organes de direction, élus démocratiquement, ont pleine autorité pour appliquer la politique définie dans les assemblées régulières du Parti.

L'autorité suprême du Parti Ouvrier est son Congrès, qui débat de la conduite passée et définit les règles que le Parti doit suivre à l'avenir. Les décisions du Congrès sont souveraines.

Le Congrès élit le comité central et le secrétariat général. Le comité central, composé de 41 membres, élit les six camarades qui avec le secrétariat général composent le comité exécutif.

Le Congrès se réunit régulièrement une fois par an. Le comité central chaque trimestre. Le comité exécutif régulièrement, une fois par semaine, et extraordinairement en le précisant. Le comité exécutif est responsable devant le comité central et

devant le Congrès. Le comité central l'est devant le Congrès.

L'organisation du Parti se fait aux niveaux des cellules, du local, du régional et du national.

La politique générale du Parti est déterminée par le Congrès. Le comité central signale les modalités d'interprétation. Le comité exécutif met en pratique les décisions du Congrès et du comité central. Les comités locaux et régionaux ont toujours un caractère technique d'application des décisions du comité exécutif.

La cotisation pour s'affilier au comité exécutif est de 0,50 pesetas mensuelles. La cotisation est obligatoire. Les chômeurs en sont exemptés.

Les membres du Parti ne peuvent faire partie d'aucune autre organisation politique.

Dans le Parti, il n'est tolérée aucune fraction.

Chaque membre du Parti doit nécessairement faire partie d'un syndicat dans lequel il travaillera en accord avec les règles du Parti.

Jusqu'à ce que s'ouvre la période de discussion, deux mois au moins avant chaque Congrès, les militants du Parti ont l'obligation de suivre sans discussion toutes les décisions des comités directeurs. Avant chaque Congrès s'ouvre avec la publication d'un Bulletin intérieur la période de discussion durant laquelle chaque militant, dans le cadre de son organisation, a une pleine liberté de discuter du bilan des comités, de la ligne politique sous tous ses aspects et du cours qu'il convient de suivre. Dans ce Bulletin sont publiées les résolutions des cellules pour être connues de tout le Parti en vue de le guider pour le Congrès.

Le Congrès met fin à la période de discussion : une fois que le Congrès est tombé d'accord, ceux qui étaient restés minoritaires sont obligés d'accepter les décisions du Congrès, et ne peuvent plus faire publiquement état devant le Parti de leurs divergences, jusqu'à ce que commence la nouvelle période de discussion en vue du Congrès suivant.

Peuvent être expulsés du Parti ceux qui mènent une travail de sape et se manifestent contre les décisions du Congrès et leur application par les comités supérieurs. Les exclusions à caractère politique ne peuvent être faites par les comités locaux. Ceux-ci peuvent les suggérer au Comité exécutif qui à son tour la proposera au Comité Central, seul organe avec le Congrès à pouvoir décréter des exclusions à caractère politique. Les comités locaux sont autorisés à suspendre de leurs fonctions en attente d'une décision supérieure tout membre dont la conduite serait dangereuse.

Tout membre du Parti est obligé de faire partie du Secours Rouge du POUM, l'organisation d'aide aux prisonniers.

De la même façon il est obligé de lire et propager la presse du Parti : *LA BATALLA*, organe central, *FRONT*, porte-parole du Parti en Catalogne, *LA NUEVA ERA*, revue théorique mensuelle, et les éventuels autres périodiques supplémentaires.

Périodiquement, le comité exécutif publie un Bulletin intérieur destiné aux comités du Parti.

Conclusion : à tous les travailleurs !

Ici est exposé avec le maximum de concision possible ce qu'est et ce que veut le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste.

Depuis l'expérience de la République et de la révolution d'octobre, la classe laborieuse doit aller vers la prise violente du pouvoir. Sinon le fascisme triomphera. Fascisme ou socialisme : là est le dilemme.

Pour que le prolétariat prenne le pouvoir il faut un grand parti marxiste révolutionnaire. Mais pour que se forme ce parti marxiste révolutionnaire, l'unité idéologique doit précéder l'unité organique.

Le POUM ne partage pas les points de vue de ceux qui veulent un parti de masse sans tenir compte de son unité idéologique.

Le POUM croit que le parti de la révolution doit être caractérisé par une complète unité de pensée et d'action.

C'est ainsi que ce conçoit l'unification marxiste.

Les travailleurs qui ont lu cette brochure arriveront majoritairement à la conclusion - nous en sommes persuadés - que le POUM est sur de justes positions.

Convaincus de cela, leur devoir est de rejoindre les rangs du POUM pour lutter pour le succès de la révolution socialiste.

Le POUM est aujourd'hui une espérance pour le mouvement révolutionnaire de la classe laborieuse espagnole. Il incarne une rectification fondamentale et le commencement du parti bolchevique que nécessite la révolution.